

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°914 du 14 Avril 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

UN VOTE LIBERAL ?

Je posais récemment la question dans un article destiné au Figaro. Ma réponse pourrait sembler ambiguë : il n'y a pas de vote libéral, mais il y a des libéraux qui se préparent à voter.

Il n'y a pas de vote libéral, faute d'offre sur le marché politique. Pas de candidat, pas de parti, pas de programme. Aucun candidat ne se bat sous la bannière libérale, car le libéralisme ne paraît pas faire recette électorale. Les malheurs qui s'abattent sur la société française n'ont-ils pas pour origines la mondialisation, le marché, la concurrence, le profit, les Américains et autres fléaux internationaux ? De même, il n'y a aucun parti susceptible de donner des consignes de vote à des militants disciplinés. Démocratie Libérale a sombré après l'échec de Madelin en 2002. Enfin, les réformes libérales n'apparaissent pas dans les programmes, ou y figurent à doses homéopathiques et comme par pur hasard.

Privés de candidats, de partis et de programmes, les libéraux n'ont pas pour autant été privés de leurs cartes d'électeurs. Peuvent-ils vraiment s'en servir ?

Il y a quinze jours, la Nouvelle Lettre vous donnait une liste des 36 réformes libérales sur lesquelles débouchent les analyses et les principes du « Guide du candidat ». Nous avons adressé cette liste aux douze candidats, sans aucune exception. Pour l'instant, nous n'avons reçu aucune réponse. Sans doute notre confrérie est-elle moins importante qu'un club de boulistes, ou une revue de mode ayant deux mille abonnées. Aujourd'hui les candidats se déplacent pour moins que rien. Mais nous sommes peut-être encore moins que moins que rien à leurs yeux.

Ils n'ont pas souvenir qu'Alain Madelin avait recueilli sur son nom plus d'un million cent mille suffrages, et qu'il y a eu un « non » libéral au referendum sur l'Europe : plusieurs d'entre nous ont publiquement affirmé leur hostilité à la constitution Giscard, et nous avons été suivis sans doute par quelques milliers de citoyens – assez pour faire pencher la balance. Les quinze associations qui se sont engagées à l'occasion du Guide du Candidat ont ensemble plus de trois cent mille adhérents, des sites visités par plus de 10.000 personnes par jour, et des hebdomadaires et mensuels tirant à plus de 50.000 exemplaires.

En dehors de ces éléments chiffrés, les libéraux français font preuve d'une présence intellectuelle dont ils peuvent être fiers. En témoignent les œuvres présentées mardi dernier au cours de l'Assemblée Générale de l'ALEPS à l'occasion de l'attribution du Prix du Livre Libéral 2006, qui a couronné Alain LAURENT pour son dernier ouvrage intitulé « Le Libéralisme : histoire d'un détournement ». Comme chaque année, on a constaté que le talent était au rendez-vous, que notre production intellectuelle est abondante et de qualité, alors que la gauche est en panne d'idées depuis trente ans, et qu'elle se régale encore des débris du marxisme rassemblés par des trotskystes et des staliniens. Il est vrai que les rouges se sont peints en vert, et que la littérature de bas étage ne manque pas sur les thèmes du réchauffement de la planète et du développement durable, exploitant les peurs d'enfants attardés et de séniles précoces. Une autre preuve de la solidité de la pensée libérale en France est la convergence des efforts de toutes ces associations et instituts aux vocations et sensibilités diverses, mais qui ont en commun leur désir de libérer les Français de la « douce servitude » dans laquelle ils sont tenus. Leurs présidents et animateurs étaient présents à cette Assemblée Générale très œcuménique.

Voilà donc, incontestablement, des électeurs libéraux qui se préparent à voter. Que peuvent-ils faire d'utile avec leurs bulletins de vote ?

A l'ALEPS nous nous sommes permis, faute de réponse, de passer les programmes écrits par les candidats au crible des réformes libérales. Les résultats sont ceux que l'on pouvait attendre : le libéralisme est exclu de la campagne, avant d'être exclu sans doute d'un futur gouvernement. La preuve en est que le candidat dont les mesures sont globalement les moins éloignées de celles que nous préconisons, mais qui en sont cependant très éloignées, totalise un score de 58 points, alors qu'il lui en faudrait 180 pour se prétendre libéral (si cela l'intéressait). Il s'agit de Nicolas SARKOZY. Il est vrai qu'à l'autre extrême Madame ROYAL capitalise sur son programme 4 points sur 180. Plus à gauche, on est hors concours.

En dehors de ces résultats globaux, cette Nouvelle Lettre vous présentera quelques éléments d'information sur le libéralisme des candidats. Libre à vous d'en tirer les conclusions. Les plus exigeants n'accepteront pas de donner leurs suffrages à quelqu'un dont le programme est pour un tiers libéral, et pour deux tiers étatiste voire collectiviste. D'autres s'en accommoderont. D'autres encore jugeront suivant d'autres critères que le degré de libéralisme. D'autres enfin réserveront leurs votes pour le deuxième tour : faute de choisir, ils pourront alors éliminer.

Soyez cependant sûrs d'une chose : ce n'est pas principalement dans les urnes que se jouera le sort de la société française. Ce sort est lié au passage au libéralisme, et de ce point de vue vous ne pouvez rien attendre de cette consultation. Après le 6 mai il y aura des législatives qui préciseront le nouveau paysage politique, avec soit la naissance d'une nouvelle majorité présidentielle et inconditionnelle (comme à l'habitude) soit le scellement de nouvelles alliances. Ensuite, une fois le décor planté, il appartiendra aux libéraux d'entrer en scène, de reprendre leur croisade, de repartir à la conquête des esprits et des cœurs pour mettre un peu de liberté dans ce pays dont elle a été chassée.

A nos futurs dirigeants de choisir s'ils veulent continuer à ignorer le besoin d'une vraie rupture et à ruiner la nation, ou s'ils veulent enfin prendre en compte les propositions des libéraux.

Jacques Garello

Conjoncture

LA DETTE EN HERITAGE : LES JEUNES DIRONT MERCI

Après les impôts, le SMIC, la politique économique de l'offre ou de la demande, l'indépendance de la Banque centrale européenne, la question de la dette constitue un autre enjeu économique de la campagne électorale. Et un sujet d'actualité, puisque l'INSEE vient d'indiquer à Eurostat que la dette publique française avait diminué. Cocorico. Le gouvernement se félicite de terminer ainsi son mandat en beauté. On peut avoir une lecture moins optimiste et considérer que l'actuel gouvernement donne en héritage à la prochaine majorité une dette explosive et que toute la classe politique depuis 30 ans transmet essentiellement à la génération suivante des dettes. La jeunesse peut dire merci.

1142 milliards d'euros, sans compter les retraites

La dette publique française diminue. Tel est le message qu'a souhaité délivrer, via l'INSEE, le gouvernement de Dominique de VILLEPIN. Qu'on en juge. La dette publique française s'élevait en 2005 à 66,2% du PIB. En 2006, ce chiffre est tombé à 63,9%. On peut relativiser ce recul. D'abord, en valeur absolue, la dette continue à progresser : elle est passée de 1 137 milliards d'euros à 1 142. Ce n'est qu'en pourcentage du PIB qu'elle recule. De toutes façons, on reste largement au dessus de la règle des 60% du PIB fixée par le traité de Maastricht.

Mettons ces résultats en perspective. Il y a dix ans, la dette était d'environ 700 milliards. En 2003, on était encore au dessous du taux actuel : 62,4% du PIB. La hausse est donc de 5 points depuis le début de la législature en 2002). Si ce chiffre s'est réduit en 2006, c'est en raison d'une hausse des prélèvements obligatoires et en particulier d'anticipations sur l'impôt sur le revenu. De telles mesures n'ont qu'un temps, car la hausse des impôts finit par réduire la croissance et la matière imposable, ce qui réduit les impôts et finalement aggrave la dette : ce n'est donc qu'un effet d'optique à court terme que nous observons.

Mais il y a plus inquiétant, comme le rappellent les travaux de l'IREF (www.irefeurope.org) et le rapport PEBEREAU cette « dette publique » n'est que la partie visible de l'iceberg, car elle ne tient pas compte des retraites des fonctionnaires, non provisionnées. Avec elles, la dette serait sensiblement supérieure à 2 000 milliards. Même avec la version uniquement officielle de la dette (1 142 milliards), cela représente environ 19 000 euros par Français, soit 76 000 euros pour une famille avec deux enfants.

Les intérêts absorbent tout l'impôt sur le revenu

La comparaison avec la famille et les enfants est pertinente, car la dette (le capital emprunté) devra bien être remboursée un jour. Pour l'instant, on fait de la cavalerie et on finance le remboursement du capital par de nouveaux emprunts. Mais cela n'a qu'un temps. C'est bien la génération suivante qui paiera. Elle devra se serrer la ceinture pour rembourser les largesses de la génération précédente ou plutôt de sa classe politique. Et comme l'Etat emprunte actuellement jusqu'à 50 ans, les jeunes qui ont aujourd'hui 20 ans paieront encore nos dettes quand ils auront 70 ans, alors même que leurs retraites seront incertaines.

En attendant, il faut déjà payer les intérêts. Or à eux seuls (sans le remboursement du capital), ils représentent le second poste du budget, juste après l'Education Nationale et devant la défense. On peut affirmer que la totalité de l'impôt sur le revenu ne sert qu'à payer les intérêts de la dette. De plus, les sommes gigantesques qui sont empruntées chaque année par l'Etat créent un effet d'éviction : les dépenses publiques ainsi financées par l'épargne empêchent autant de dépenses privées (c'est-à-dire d'investissements productifs) d'avoir lieu : cela pèse sur la croissance française, qui se traîne à de bas niveaux faute d'investissements suffisants, puisque l'épargne sert avant tout à l'Etat.

Il fallait donc, depuis longtemps, réduire la dette publique. Cela n'a pas été fait. Que faudrait-il faire ? D'abord empêcher la dette de s'accroître. Pour cela, comme nous le proposons dans notre guide du candidat (www.guideducandidat.org), il faut rendre obligatoire le vote de tous les budgets publics en équilibre (rappelons qu'actuellement les dépenses de l'Etat dépassent de 20% les recettes). C'est une règle qu'il faut inscrire dans la constitution. Certains candidats proposent de voter un budget de fonctionnement en équilibre. C'est un premier pas positif. Mais même l'investissement public doit être financé par des recettes publiques et non par l'emprunt : tout le budget doit être en équilibre.

Privatiser pour réduire les dépenses publiques

Certains candidats proposent pour parvenir à ce but de réduire quelque peu les dépenses. C'est la bonne direction ; c'est mieux que de vouloir faire exploser les dépenses. Mais cela ne suffira pas. Il faut réduire drastiquement les dépenses publiques : nous proposons dans notre guide des pistes concrètes et réalistes. C'est ainsi que la proposition de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant en retraite est trop timorée : il ne faut en remplacer aucun, comme l'ont fait de nombreux pays.

Certains candidats en déduisent qu'il n'est pas possible de baisser l'impôt, pour ne pas aggraver la dette. C'est un mauvais calcul. Plus l'impôt est élevé, moins il rapporte, car il détruit la matière imposable. Il faut donc baisser aussi l'impôt, faire de la France un paradis fiscal, comme nous l'avons expliqué il y a peu (voir ici aussi le guide du candidat), pour que la croissance reparte ; les finances publiques elles-mêmes s'en porteront mieux (Laffer).

Parallèlement, il faut réduire la source des dépenses publiques, c'est-à-dire la dimension du secteur public. Pour cela, il faut massivement privatiser, à commencer par la sécu, pour que les financements publics disparaissent, les services étant alors librement offerts par le secteur privé et financés par les clients qui en auront besoin. A long terme, un excédent budgétaire permettra d'éponger progressivement la dette accumulée.

Les candidats sont encore loin du compte. Certains veulent en remettre une couche, et accroître les dépenses publiques ; ils seraient obligés d'augmenter les impôts. D'autres envisagent au contraire une stabilisation des prélèvements. Mais personne ne propose un traitement libéral de la dette, pourtant adopté avec succès par plusieurs pays étrangers.

En attendant, les jeunes peuvent dire merci. Certains ont déjà fui le pays. Que feront les autres ? Que font-ils aujourd'hui pour veiller à leur avenir ? Ils sont doublement anesthésiés : par le manque de connaissances hérité de l'Education Nationale, par les mensonges des gouvernants successifs. Aidons les jeunes à se former, s'informer et réagir.

L'ARGUS DES CANDIDATS

C'est un argus : tous ces candidats ne sont pas neufs, ils ont tous déjà beaucoup roulé.

Les cotations proposées ne sont pas arbitraires : elles renvoient aux textes des programmes de ces cinq candidats. **Les extraits de ces textes qui justifient à nos yeux la cotation se trouvent sur le site www.guideducandidat.org. On trouvera aussi sur le site et dans la Nouvelle Lettre n°912 la présentation exacte des « propositions » (synthétisée ici par commodité).**

Pourquoi n'avoir retenu que les textes des programmes et pas celui des discours prononcés depuis le début de la campagne ? Parce que « la plume est servie et la parole est libre ». Dans leurs discours les candidats peuvent s'écarter de ce qu'ils ont écrit, ils modulent en fonction du public, allant souvent jusqu'à tenir des propos contradictoires (surprenant !)

La signification des cotations

0 : réforme impensable (on n'y a pas pensé, on ne saurait y penser)

1 : réforme rejetée (le problème est évoqué, mais on préconise l'inverse de ce qu'il faudrait faire)

2 : réforme avortée (on ne va pas au bout de la logique de la réforme, tyrannie du statu quo)

3 : réforme tentée (on en sent la nécessité, mais on ignore la façon de procéder)

4 : réforme prudente (on essaie de gommer ce que la réforme a de radical)

5 : réforme acceptée : rassurez-vous, personne n'a obtenu cette cote de 5

Ce dont personne ne parle

L'impôt sur la dépense (exonération totale de toute épargne), le salaire complet (versement au salarié du brut et des cotisations « patronales », à charge pour lui de payer sa protection sociale).

Il est le seul

à mettre en cause les syndicats et leurs monopoles : Philippe de Villiers

à exonérer d'impôt les cotisations à un fonds de capitalisation : Jean Marie Le Pen

à envisager le désengagement de l'Etat des entreprises du secteur public : Nicolas Sarkozy

Ils (mais pas elle) sont presque tous d'accord (rubrique signalée par un ***)

Pour aider le financement des « gazelles » ;

Pour assouplir la loi sur les 35 heures, mais sans mettre en cause la durée légale du travail ;

Pour réduire les méfaits de l'ISF et supprimer les droits de succession ;

Pour réduire les dépenses publiques et accepter l'idée d'un audit extérieur au Parlement ;

Pour libérer l'âge de départ à la retraite ;

Pour interdire le vote d'un budget en déficit.

Ils restent dans le politiquement correct

Sur le monopole de la Sécurité Sociale ;

Sur le rejet d'un système concurrentiel d'assurance santé et vieillesse ;

Sur les retraites par répartition ;

Sur l'ouverture à la concurrence européenne de toutes les activités économiques (Bolkestein) ;

Sur l'hostilité à « l'Europe des marchands ».

Points forts (tout étant évidemment relatif !) et faibles (à coup sûr)

François Bayrou (23/180) : presque tous les points faibles, le plus faible étant (évidemment) l'enseignement ; le candidat est conforme au ministre de l'Education Nationale qu'il a été.

Nicolas Sarkozy (58/180) : points forts dans le domaine de l'économie (chômage et fiscalité) et de l'enseignement, points faibles sur la protection sociale et l'Europe. Où est « la rupture » ?

Philippe de Villiers (45/180) : points forts sur l'enseignement et la réforme de l'Etat, points faibles sur la protection sociale et l'Europe. Une logique souverainiste et étatiste.

Jean Marie Le Pen (53/180) : points forts dans le domaine de l'économie, points faibles sur l'Europe. Un mélange assez incohérent d'étatisme souverainiste et de poujadisme anti-fiscal.

Ségolène Royal (4/180) : toujours bien habillée.

PROPOSITIONS DU GUIDE DU CANDIDAT	François Bayrou	Nicolas Sarkozy	Philippe de Villiers	Jean Marie Le Pen	Ségolène Royal
CHOMAGE					
Un impôt sur le revenu moins progressif	0	1	1	2	0
Suppression de l'impôt sur les sociétés	0	3	0	2	0
Déductions fiscales pour l'épargne investie dans les « gazelles »	3	3	2	3	0
Bloquer toute augmentation du SMIC	0	1	0	1	0
Créer le contrat Libre-Embauche	3	3	1	0	0
Mettre fin à la durée légale du travail ***	2	3	4	3	1
Développer l'apprentissage / la formation en alternance	0	0	2	2	0
TOTAL CHOMAGE	8	14	10	13	1
FISCALITE					
Réduction de la pression fiscale	2	3	0	4	0
Suppression de l'ISF et des droits de succession ***	2	4	4	2	0
Alléger / supprimer la fiscalité sur l'épargne	0	0	0	0	0
Réduction des dépenses publiques / Audit ***	0	4	2	3	0
Privatiser les entreprises publiques	0	0	0	0	0
Autonomie des finances locales	2	0	2	1	0
Equilibre budgétaire ***	3	4	4	3	0
TOTAL FISCALITE	9	15	12	13	0
PROTECTION SOCIALE					
Instauration du salaire complet	0	0	0	0	0
Fin du monopole de la Sécurité Sociale (santé / retraites)	0	0	0	0	0
Exercice de la médecine / concurrence équitable privé public	0	0	0	2	0
Libre choix de son assureur / franchises et chèques santé	0	0	0	0	0
Passage de la répartition à la capitalisation	0	0	0	2	0
Liberté du choix de l'âge de la retraite ***	2	3	4	3	0
TOTAL PROTECTION SOCIALE	2	3	4	7	0
ENSEIGNEMENT					
Fin de la carte scolaire / libre choix de l'établissement par les familles	0	4	4	3	1
Liberté de création et d'extension des établissements publics et privés	0	2	3	2	0
Répartition des fonds publics en fonction des effectifs / chèques éducation	0	2	2	4	0
Pédagogie et formation variable / fin du collège unique	0	4	2	3	0
Universités autonomes : diplômes, sélection, financement / bourses , crédits	0	1	0	0	1
TOTAL ENSEIGNEMENT	0	13	11	12	2
REFORME DE L'ETAT					
Inéligibilité des fonctionnaires	0	0	3	0	0
Suppression de l'ENA, de l'ENM et du Conseil supérieur de Magistrature	1	1	0	3	0
Suppression des statuts de la fonction publique	0	0	2	2	0
Réduction des services publics / continuité des services publics	1	3	3	2	0
Redéfinir les domaines respectifs de la loi et du règlement	0	3	0	0	0
Consécration et respect des droits individuels	0	1	4	0	0
TOTAL REFORME DE L'ETAT	2	8	12	7	0
EUROPE					
Rejet d'une constitution européenne / limitation des pouvoirs de l'Europe	0	1	1	1	0
Ouverture complète à la concurrence pour toutes les activités économiques	0	0	0	0	0
Concurrence fiscale et liberté du travail	0	0	0	0	0
Culture européenne et valeurs de civilisation	1	2	1	0	1
Droit d'ingérence pour la sauvegarde des droits individuels	1	2	0	0	0
TOTAL EUROPE	2	5	2	1	1
TOTAL GENERAL	23	58	45	53	4

ASSEMBLEE GENERALE DE L'ALEPS : DU TRAVAIL EN PERSPECTIVE !

Passé, présent, futur. Pour notre Association l'année qui vient de se passer aura été somme toute satisfaisante, le travail aura été bien fait. En revanche le présent et le futur immédiat ne sont guère encourageants, de sorte que c'est dans le futur lointain qu'il faut maintenant se projeter.

Telle était la trame de cette Assemblée Générale du 10 avril, qui a réuni un public certes clairsemé (les vacances scolaires vident Paris de ses habitants, de sorte que moins d'une centaine d'adhérents étaient dans l'amphithéâtre du GIM) mais très motivé et participatif.

Notre trésorier Georges LANE a présenté son rapport financier, et les comptes de l'exercice ont été approuvés : les moyens sont hélas toujours maigres compte tenu de la tâche à accomplir.

En 2006 l'ALEPS a maintenu en les développant ses organes de communication : la revue « Liberté Economique et Progrès Social » dirigée magistralement par Jacqueline BALESTIER, la Nouvelle Lettre, avec près d'une centaine d'abonnés en plus, et le site www.libres.org qui reçoit actuellement plus de 3.500 visites par jour. Les manifestations principales auront été : le débat (en partenariat avec Contribuables Associés) sur les finances locales autour de l'ouvrage de Gérard BRAMOULLE (« Finances et Libertés Locales »), le débat (en partenariat avec l'IREF) sur la concurrence fiscale en Europe, la XIX^e Université d'Eté sur le thème : « Le futur de l'Europe, harmonisation ou concurrence ? » rehaussée par la présence du Président de la République tchèque Vaclav KLAUS, et enfin et non le moindre le quarantième anniversaire de notre Association, le 12 décembre dernier, au cours duquel a été présenté le Guide du Candidat.

Hélas, la situation présente de la cause libérale en France n'est pas très reluisante. Sans doute, comme nous le relaterons dans notre prochaine lettre, notre production intellectuelle est-elle toujours abondante et de qualité, comme en atteste l'embarras du choix auquel a été confronté le jury du Livre Libéral présidé par Pascal SALIN. C'est Alain LAURENT qui a été couronné, et l'on a entendu de très belles présentations des œuvres sélectionnées. Mais ces rayons de soleil ont du mal à percer les sombres nuages électoraux. Jacques GARELLO a fait connaître le résultat d'un travail d'analyse des programmes des candidats, et il n'y a pas de quoi se réjouir. Le débat qui a suivi a permis de confirmer que dans la salle peu nombreux étaient ceux qui se préparent à voter dans la joie. Voilà pourquoi le Conseil d'Administration de l'ALEPS, conscient d'avoir fait son travail d'information des électeurs, s'est bien gardé de donner quelque conseil de vote aux adhérents (qui se garderont bien de voter pour les marxistes trotskystes ou staliniens).

C'est donc dans une perspective plus lointaine qu'il faut penser l'action de l'ALEPS. Cette action sera menée suivant les deux axes de la stratégie arrêtée depuis quelques années : regroupement de la famille libérale, insertion dans le réseau européen et mondial du libéralisme. Le « regroupement familial » a pleinement réussi, comme en attestent les nombreuses initiatives prises en commun avec Contribuables Associés, l'IFRAP, l'IREF, Euro 92, Liberté Chérie, Turgot, et au premier rang desquelles figure le Guide du Candidat. L'ALEPS prétend jouer un rôle de catalyseur, et n'aspire à aucun rôle dominant : les libéraux ne sont pas centralisateurs mais fédéraux. Le réseau européen fonctionne à plein, notamment à travers l'IREF (dont le directeur des recherches est Pierre GARELLO), l'Institute for Economic Studies Europe (fidèle partenaire de l'ALEPS depuis des années, notamment pour l'action dans le monde universitaire), et la Société du Mont Pèlerin (naguère présidée par Pascal Salin et dont tous les membres français sont administrateurs de l'ALEPS).

La mission à accomplir est bien simple : continuer, au cœur de la société civile, à améliorer la connaissance économique des Français, en s'appuyant en particulier sur les chefs d'entreprises désireux de s'engager pour la liberté économique (à l'image d'Axel ARNOUX), et faire pression sur la société politique pour qu'elle accepte la nécessaire rupture avec l'Etat Providence qui ruine le pays, notamment à travers un secteur public et des dépenses publiques démesurés, une Sécurité Sociale et une Education Nationale qui sèment l'irresponsabilité et récoltent la faillite et la violence. La vigilance s'impose aussi à l'encontre des projets de relance constitutionnelle de l'Europe, car les libéraux ne veulent ni du souverainisme ni du dirigisme. C'est du travail en perspective, la moisson est abondante, mais les moissonneurs sont encore peu nombreux.

La place prise par l'argus des candidats nous prive d'un certain nombre d'articles d'actualité que nous avons préparés à votre intention. En voici un aperçu rapide, le texte complet figure sur le site www.libres.org. Vous nous pardonnerez peut-être cette entorse à nos habitudes.

ALLEMAGNE : LA BATAILLE DU SMIC

Les électeurs français savent-ils que le SMIC n'existe pas en Allemagne ? Outre Rhin, seuls quatre secteurs d'activité, dont le bâtiment et les travaux publics, ont un salaire plancher, différent donc d'une branche à l'autre. Pour le reste, c'est la libre négociation qui fixe les salaires.

La coalition au pouvoir (CDU-SPD) est profondément divisée sur l'instauration d'un SMIC.

Les sociaux-démocrates (SPD) mettent en avant le fait que 3,5 millions de salariés seraient « très mal payés », terme bien peu précis, surtout quand on sait que sur ce total, il n'y a que 520 000 salariés à plein temps, qui continuent à toucher diverses aides sociales.

Les syndicats eux-mêmes sont partagés, et Les Echos, qui donnent cette information, indiquent qu'après « beaucoup d'hésitations et d'états d'âme, les organisations syndicales semblent désormais favorable à ce qu'on appelle, dans la langue de GOETHE, le Mindestlohn ».

Le patronat, unanime, est, toujours selon Les Echos « hostile à tout ce qui pourrait ressembler, de près ou de loin, à un salaire minimum généralisé et fixé au niveau gouvernemental » : « pour rester compétitives, nos entreprises ne doivent pas voir leurs coûts salariaux s'envoler ». L'entourage de la chancelière « estime que la mise en place d'un salaire minimum serait contraire au principe presque sacro-saint du refus du dirigisme économique ».

Pour l'instant, la coalition a préféré suspendre les débats et mettre en place une sorte d'impôt négatif pour les jeunes chômeurs acceptant un travail mal payé. En l'absence de SMIC, le chômage recule mois après mois en Allemagne. En France les candidats aiment le SMIC...

QUE VIENT FAIRE LE COMMISSAIRE DANS LA CAMPAGNE ?

Joaquin ALMUNIA est Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires. Il s'ingère dans la campagne électorale française, ce qui devrait soulever l'ire des patriotes et souverainistes, mais ce qui nous semble bienvenu pour éclairer des électeurs français encore aveuglés sur les réalités européennes. Dans un entretien avec l'AFP Joaquin ALMUNIA estime que « la France a besoin de plus de réformes pour améliorer sa croissance et l'état de ses finances publiques ». Et selon l'AFP, « il déplore le manque de courage politique et la démagogie dans la campagne présidentielle ».

« Le niveau des dépenses publiques par rapport au PIB en France est très élevé et les résultats obtenus en terme de welfare state, c'est-à-dire de politique sociale, de services sociaux, ne sont pas si grands ». C'est dit poliment, mais clairement. Et le commissaire d'ajouter : « Il y a en France un problème de structure des dépenses publiques et de système d'impôts qui mérite une discussion plus approfondie ». Et de se féliciter que, tout de même, on parle un peu de la dette publique dans la campagne, même si « d'autres pays européens ont adopté des programmes d'ajustement budgétaires plus ambitieux ».

FLAT TAX : AU TOUR DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE

Le premier ministre Mirek TOPOLANEK, disciple du Président Vaclav KLAUS, veut en finir avec la progressivité de l'impôt sur le revenu. Il propose au parlement, comme promis pendant la campagne, une flat tax à 15%. Cependant la TVA reste pour l'instant à 19% et le taux d'impôt sur les sociétés, qui est actuellement de 24% sera ramené en trois ans à 19% également.

Autre élément intéressant, une réduction importante des effectifs de la fonction publique aura lieu en parallèle à ces baisses d'impôts, ainsi qu'une diminution des prestations sociales (congé maladie, allocations familiales, bourses scolaires). Et l'âge de la retraite passera de 62 à 65 ans.

M. TOPOLANEK a fait preuve d'une grande fermeté politique : il gouverne avec un soutien de 100 députés, contre... 100 députés de l'opposition. Il a évidemment le soutien du Président.

ENSEIGNANTS : PRESERVER LES AVANTAGES ACQUIS

Gilles de ROBIEN, ministre sortant de l'Education Nationale, n'aura pas réellement réussi à ébranler le mammoth. Sa seule mesure positive : le « décret ROBIEN » qui allongeait le temps de service de certains enseignants. C'était -enfin- s'attaquer à certains avantages acquis. Dès le début de la campagne, François BAYROU et Ségolène ROYAL promettaient, pour faire plaisir aux syndicats, d'abolir le décret ROBIEN. Nicolas SARKOZY vient de les rejoindre, après quelques hésitations, et réclame la suspension du décret. Argument de son entourage (rapporté par Le Figaro) : cette réforme toucherait d'abord des enseignants de sensibilité de droite. L'électorat, c'est sacré. Voilà qui en dit long sur la volonté réformatrice des candidats, quand il s'agit de s'attaquer aux syndicats et aux avantages acquis.

GRATUITE DES TRANSPORTS PUBLICS : CA COÛTE CHER AUX PAUVRES

Jean-Paul HUCHON, Président de la Région Ile de France, veut instaurer la gratuité des transports en communs de la région pour les RMistes et leurs familles (y compris les partenaires pacés, etc.) ; les bénéficiaires seraient environ 400 000. Les socialistes ont sans doute voulu répondre à leur façon aux incidents de la gare du Nord autour d'un fraudeur contrôlé par les agents de la RATP : avec la gratuité, le problème de la fraude est résolu. Encore un miracle.

Parmi les réactions très négatives, on notera celle de Martin HIRSCH, le Président d'Emmaüs France, qui ne passe pas pour un ultralibéral. Interrogé par Le Figaro, il conteste la mesure : « Lier une prestation sociale à un statut d'inactivité peut être dangereux et contre-productif. En particulier vis-à-vis des travailleurs pauvres qui vont continuer, eux, à payer leur billet (...). Un système où les travailleurs pauvres vont payer plein tarif alors que ce sera gratuit pour les RMistes n'est pas viable durablement ». Il ajoute : « Ces aides connexes, comme on les appelle, ont des effets pervers, car elles créent un effet de seuil. Il ne s'agit pas de les interdire, mais cela n'incite pas les gens en situation de précarité à sortir d'une logique d'assistanat ».

« Il n'y a pas de repas gratuit » disait Milton Friedman. Au bout du compte quelqu'un règle la note, et c'est souvent le plus pauvre qui paie l'addition.

AU SOMMAIRE DU N°914 :

EDITORIAL : Un vote libéral ? pp. 1-2

CONJONCTURE : La dette en héritage : les jeunes diront merci pp. 2-3

L'ARGUS DES CANDIDATS : Les cotations pp. 4-5

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Assemblée Générale de l'ALEPS : du travail en perspective ! p. 6 – Allemagne : la bataille du SMIC p. 7 – Que vient faire le commissaire dans la campagne p. 7 – Flax tax : au tour de la République Tchèque pp. 7-8 – Enseignants : préserver les avantages acquis p. 8 – Gratuité des transports publics : ça coûte cher aux pauvres p.8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille